

CIBLE

Panique

Est-ce vraiment un progrès ? Pour les élections législatives de 1986, les socialistes avaient annoncé leur défaite six mois auparavant ; c'est deux ans et demi à l'avance qu'ils prophétisent un échec catastrophique aux législatives de 1993... tout en s'apant, mieux que *Le Figaro*, l'autorité du Premier ministre !

Pas étonnant que les militants se découragent et que le gouvernement ne parvienne pas à expliquer sa politique : tout ce qui est dit, et fait, d'intéressant et de positif est immédiatement effacé par les déclarations désabusées des sous-chefs de courants.

Ce n'est pas notre rôle que de veiller sur le moral des troupes socialistes. Nous disons simplement que la démagogie cynique qui menace d'emporter la droite, la panique qui saisit la gauche et la crise terminale du parti communiste sont en train de creuser dans notre pays une immense dépression politique et morale, dont l'extrême droite profitera...

IMMIGRATION

La droite a dérapé



Médias

Les donneurs de leçons

(p. 2)

Démodé

Faire la Révolution

(p. 6/7)

M 2242 - 564 - 15,00 F



Auto-amnistie

Le suicide d'un élu de la région nantaise pose une nouvelle fois la question de la responsabilité des médias.



■ Yves Laurent, tué par l'irresponsabilité des donneurs de leçons.

Souvenons-nous que, en 1978 dans « Le Point », Georges Suffert porta des accusations extrêmement graves contre un vieux militant communiste, Henri Curiel. L'homme fut abattu peu après par des terroristes d'extrême droite.

Souvenons-nous de l'acharnement de la presse contre Roger-Patrice Pelat, soupçonné de « délit d'initié ». Littéralement traqué, cet ami du président de la République mourut d'une crise cardiaque.

Et maintenant le suicide d'Yves Laurent, pas même inculpé, simple-

ment cité dans une histoire de financement occulte. Après l'assassinat de celui qu'il avait inconsidérément dénoncé, Georges Suffert semble avoir gardé sa bonne conscience. Après la mort de Roger-Patrice Pelat, les grands noms de la presse n'ont pas fait leur mea culpa. Et l'*« Événement du Jeudi »*, présenté comme premier responsable du suicide d'Yves Laurent, ne se sent assurément pas coupable. Dans le long plaidoyer qu'ils ont rédigé, J.-F. Kahn et J.-G. Gourson se donnent l'absolution : Le nom d'Yves Laurent avait déjà été cité par d'autres confrères (belle preuve !), il n'y a pas eu la moindre campagne de presse contre lui (même si plusieurs journaux en ont parlé...), le Parti socialiste n'est pas net dans l'affaire (élégante manière de se décharger d'une mort encombrante) et c'est, air connu, la liberté de la presse qu'on assassine.

Cette défense torve fait bon marché de la présomption d'innocence (surtout à l'égard d'un homme qui n'était pas inculpé), de la rigueur de l'investigation (l'EDJ reconnaît que le nom aurait pu ne pas être cité) et de la responsabilité des journalistes. Elle

pose, une fois de plus, la question du rôle de la presse dans notre société, et du caractère incontrôlable de son pouvoir.

Il s'agirait de savoir si la presse (écrite, parlée, télévisée) se contente d'informer les citoyens, comme elle le prétend, ou si elle est chargée de rendre la justice. Dans la seconde hypothèse, et en l'absence de tout contrôle sérieux sur la sélection et sur la qualité du travail des « justiciers », il faut que cette presse dite « d'investigation » s'attende à ce que sa violence soit combattue par de vives répliques qui peuvent tout aussi bien concerner la manipulation des images télévisées, la confusion entre le journalisme et la promotion commerciale et publicitaire, la corruption active et passive, et l'amateurisme éhonté de certains donneurs de leçons.

Les journalistes avaient peu commenté un sondage montrant qu'un Français sur deux ne leur faisait plus confiance. Heureusement, un autre sondage, très largement cité, « prouve » que les Français aiment leur presse. Un clou chasse l'autre et tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Yves LANDEVENNEC

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (100 F), six mois (185 F), un an (270 F), de soutien (500 F)*
(* Encadrez la formule de votre choix)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Le temps des tergiversations

Pas plus que les gouvernements précédents, celui d'Edith Cresson n'ose se donner les moyens d'une politique économique. Mais, de plus il accumule les hésitations.

Michel Rocard, lettré, avait ses « travaux d'Hercule ». Edith Cresson, plus prosaïque, a son « programme de Matignon » dont elle a rendu public le volet économique devant le comité directeur de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises et des petites et moyennes industries, le 16 septembre dernier, à Bordeaux. L'occasion et le lieu choisis ne sont pas innocents puisque l'effort de la politique gouvernementale, en cette rentrée, devrait porter sur les PME-PMI. En effet, l'adoption de mesures d'ordre fiscal - 11 sur les 19 qui composent le plan - devrait permettre aux PME-PMI d'augmenter leurs fonds propres avec pour objectif de favoriser l'investissement et la création d'emplois.

Si une telle politique peut améliorer la situation financière des entreprises, il n'est pas évident que cela leur permette d'accroître leur capacité d'investissement et de créer des emplois. Le fait est que les PME-PMI embauchent plus de 65% de la population active et que de 1979 à 1988, les entreprises de moins de 500 salariés ont créé 450.000 emplois, tandis qu'au cours de la même période, les grandes entreprises en supprimaient 870.000. C'est dire leur importance dans l'économie française et leur dynamisme. D'où ce plan global PME-PMI.

Pour le mettre au point, le Premier ministre qui, pas plus que son prédécesseur, n'a les moyens financiers de ses ambitions, était confronté à un problème quasiment insoluble. Elle se voyait contrainte d'adopter des mesures coûteuses pour l'Etat, sans pour autant pouvoir alourdir le déficit du budget. La solution retenue a, dès lors, consisté à faire payer les mesures prises en faveur des entreprises (en leur consentant une baisse de l'impôt sur les sociétés et un crédit

d'impôts pour augmentation de capital) par les entreprises (en augmentant la taxe sur les plus-values financières).

Et les patrons n'ont pas tort de crier à l'hypocrisie et de voir dans ce plan un « jeu de sommes nulles ». Comment, dans ces conditions, créer un climat économique et psychologique qui puisse inciter le patronat à investir ? Edith Cresson aurait voulu anéantir les chances de sa politique qu'elle ne s'y serait pas prise autrement.

D'autant plus que le projet de budget présenté en conseil des ministres le 18 septembre 1991, ne pousse pas à l'excès d'optimisme. Certes les grandes priorités du Président de la République sont respectées. L'Education nationale demeure le premier poste budgétaire de l'Etat et voit ses subsides augmenter de près de 6%, tout comme la recherche. La culture et la Justice avec des budgets en hausse, respectivement de 7 et 4,8% font également figure de privilégiés. Pierre Joxe, avec 1,1% d'augmentation, sauve la mise de justesse. Mais quid des mesures en faveur de l'emploi ? Le budget du ministère en charge du problème affiche une sérieuse baisse. Comment Martine Aubry financera-t-elle les mesures qu'elle compte prendre en faveur de la formation professionnelle ou l'embauche des jeunes ?

Heureusement le Président de la République a lancé une bouée à ce gouvernement en détresse. En effet, dans sa conférence de presse du 11 septembre, François Mitterrand a, après de multiples tergiversations, autorisé le gouvernement à « associer des capitaux privés au financement des entreprises publiques ». Mais pas



question, pour lui, que les recettes dégagées par la « vente d'actifs minoritaires » servent à financer le déficit budgétaire ; elles devront être employées à « développer l'investissement et l'emploi ».

Deux possibilités s'offrent à lui. Privatiser partiellement les entreprises publiques concernées en mettant sur le marché 49% de leurs actifs ou en procédant à une augmentation de capital (les fonds publics devant rester majoritaires). Le gouvernement semble avoir opté pour la première solution comme en témoigne l'exemple du Crédit local de France et de la Française des jeux (ex France Loto). Or, pour favoriser la création d'emplois, la seconde solution était préférable. Il n'est pas dit que, pour les autres nationalisées, son choix ne se portera pas sur cette solution, mais, dans l'immédiat, il ne paraît pas en prendre le chemin. C'est d'autant plus dommageable que cela permettrait de débudgétiser les dotations aux entreprises publiques, au moins pour l'exercice en cours.

Au vu de ces mesures, on ne peut pas dire que le gouvernement ait de

véritable politique économique, pour trois raisons au moins. Tout d'abord, parce que cela manque de cohérence : les choix effectués vont, bien souvent, à l'encontre de l'objectif à atteindre. On peut également regretter que le gouvernement n'ait rien fait en faveur des ménages : indépendamment des réserves formulées plus haut, pourquoi une entreprise investirait-elle si elle ne trouve pas de débouchés pour ses produits ?

Ensuite, parce que les mesures prises, et ce n'est pas nouveau, s'inscrivent dans le court terme : par manque de perspectives, tous les ans, en septembre, les gouvernements sont obligés de réaliser des prouesses pour clore le budget. L'argent des privatisations ne constitue pas une manne inépuisable. Que fera-t-on après avoir vendu toute l'argenterie ?

Enfin, dans le contexte récessionniste actuel, pourquoi Pierre Bérégovoy n'a-t-il pas consenti une augmentation du déficit budgétaire ? Cela aurait relancé l'inflation ? Les statistiques montrent que ce type de relation n'est pas obligatoire. Par ailleurs, si le gouvernement avait eu l'audace de financer les récentes mesures en faveur des PME-PMI, par une création de monnaie, cela aurait permis, d'une part, de ne pas reprendre aux entreprises ce qu'on venait de leur accorder et, d'autre part, de diminuer leurs frais financiers et leur dépendance vis-à-vis du système bancaire.

Quand un pays compte 2,7 millions de chômeurs, ne vaut-il pas mieux renoncer aux principes qui fondent sa politique et s'engager dans une autre voie ? A moins que l'on ait d'autres priorités. Dans ce cas, pourquoi ne pas les dire ? Nous serions plus à même de juger si le jeu en vaut la chandelle.

Patrice LE ROUE

royaliste

SOMMAIRE : p. 2 : Auto-amnistie - p. 3 : Le temps des tergiversations - p. 4 : Signal d'alarme - Actualité monarchique - p. 5 : La guerre de Crimée - p. 6/7 : Terminée, la Révolution ? - p. 8 : Affiches - L'Etat, les marchés et le temps - p. 9 : Le cardinal de Lubac - p. 10 : Moishe Opianski, héros - La fin d'un tabou - p. 11 : Action royaliste - p. 12 : La peur, la haine, l'espoir.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
☎ (1) 42.97.42.57
Dir. de la publication : Yvan AUMONT
Comm. parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

Signal d'alarme

Mais pourquoi donc tant d'abstentions aux élections partielles de la fin de l'été ?



Les responsables politiques ont certainement une réponse. Dans les grands partis, grands par la taille et par la surface financière, on a sûrement une explication à donner après les lamentables partielles des 15 et 22 septembre à Saint-Nazaire et à Marseille. Comment se fait-il que, dans un cas, M. Claude Evin ait été réélu avec un score minable (50,75% des voix et 60%) d'abstention) et que le candidat RPR à la cantonale des Bouches-du-Rhône perde son siège face au Front national avec un taux d'abstention de plus de 73% ?

Oh ! bien sûr, on s'inquiète. Devant les caméras, M. Evin a bredouillé qu'il y avait là le signe d'un « problème relationnel » avec les électeurs, ou d'une relation problématique - qu'importe puisque les hommes politiques sont là pour résoudre les problèmes. Or celui de l'abstention est capital puisqu'il remet en cause la représentativité des sus-nommés.

Faute de pouvoir ouvrir l'immense chapitre des causes de l'abstention, qui vont du déficit de la réflexion politique aux fausses factures en passant par le mirage de la « communication », soulignons l'immense capa-

cité de mépris de classe politique à l'égard des électeurs, des citoyens, des « simples gens ». Ce mépris est peut-être inconscient, mais il est sensible, parfois écrasant. Le mépris, c'est cette manière de manoeuvrer bassemment, au su et au vu de tout le monde, en pensant que « les gens n'y verront que du feu ». Le mépris, c'est de penser et de dire que les mécontents auront tout oublié au bout de quelques semaines et qu'il suffit d'attendre que cela se tasse pour retrouver la confiance. Le mépris, c'est d'éliminer des organismes dirigeants les personnalités les plus populaires (Michèle Barzach par exemple) parce qu'ils dérangent. Le mépris, c'est de traiter les militants comme des soldats de plomb et de piétiner les petites formations alliées jusqu'à ce qu'elles en crèvent. Le mépris, c'est de penser et de dire que celui qui a de l'argent peut tout se permettre, y compris de ne jamais songer au sens de son action ni à la portée de ses paroles.

A droite comme à gauche, les hommes d'appareils prennent les gens pour des imbéciles. Pas étonnant qu'on leur tourne le dos.

Sylvie FERNOY

Actualité monarchique

Parce qu'ils ne sont pas tous les jours sous les projecteurs, on croit que Michel, Siméon et Alexandre restent inactifs. Tel n'est pas le cas.

Ainsi, le roi Michel de Roumanie a effectué, courant septembre, un voyage de plusieurs jours en France, au cours duquel il a rencontré les exilés roumains et plusieurs personnalités politiques françaises (V. Giscard d'Estaing, A. Juppé, B. Stasi) mais sans qu'il ait été reçu par les socialistes ni dans les milieux officiels : quoi qu'on puisse penser du roi Michel et de la perspective monarchique en Roumanie, c'est une faute que de négliger cette hypothèse et de faire mine de ne pas connaître ce roi démocrate, francophone et ami de la France. Lors d'un entretien accordé à Libération, le roi de Roumanie a rappelé qu'il proposait « une monarchie constitutionnelle, comparable à la plupart de celles qui règnent en Europe » et montré qu'il assurerait « la stabilité, la sécurité, une légitimité nationale ainsi que des changements qui seraient à la fois radicaux et contrôlés », tout en protégeant les minorités (juives, hongroises, tziganes) qui vivent en Roumanie.

La Bulgarie, quant à elle, se prépare à des élections qui auront lieu le 13 octobre. Les monarchistes y participeront, mais ils ont refusé de contracter une alliance avec l'opposition de droite et le roi Siméon, dans un message adressé aux Bulgares le 22 septembre, a appelé ses concitoyens à voter pour la démocratie, dénoncé l'illégitimité du référendum de 1946 et réclamé une nouvelle consultation

de ce type sur la question des institutions.

Quant à Alexandre de Yougoslavie, il sera à Belgrade le 5 octobre à l'invitation de l'opposition serbe qui plaide, depuis le début des combats, pour le retour à la paix civile. Lorsque les princes et les rois sont eux-mêmes en mouvement, la monarchie est une idée qui fait rapidement son chemin...

Un chemin d'autant plus exemplaire que la monarchie démocratique européenne est en passe de devenir une référence, même pour ceux qui se placent idéologiquement aux antipodes de la royauté. Ainsi Abraham Serfaty, libéré de son long enfermement au Maroc sans avoir rien renié de ses convictions marxistes-léninistes se prononce dans l'idéal en faveur d'une république marocaine mais estime qu'une « percée démocratique » serait possible grâce à « une solution à la Juan Carlos » : « tout est mûr pour une telle percée qui déboucherait sur un système politique constitutionnel pas très différent de ce qu'il est aujourd'hui mais dans lequel les exigences des représentants d'opposition en matière de représentation parlementaire et de droits de l'homme seraient satisfaites » (Nouvel Observateur du 19 septembre). La monarchie, condition de la démocratie ? Depuis le temps qu'on vous le dit !

Annette DELRANCK

Lire « Royaliste » c'est bien...
... s'y abonner c'est mieux !
Votre abonnement nous aidera à développer notre action

La guerre de Crimée

C'est à partir de ce qui précéda et suivit le « printemps des peuples » de 1848 que l'histoire s'enchaîna jusqu'à 1919, histoire dont les conséquences poursuivent leurs effets dans des contrées où nous avons eu naguère des intérêts.

Il redevient de mode de railler Metternich (1) qui, dit-on ne comprit pas ce qui se passait autour des années 1840 et pour cela fut brisé. Que propose-t-on à la place ? Le Napoléon. III réhabilité par Philippe Séguin, car celui-ci comprit... mais le principe des nationalités qu'il avait favorisé se retourna contre lui et la France.

La comparaison de notre situation actuelle avec cette époque vaut entre autres par le fait qu'après 1815, les partis d'opposition avaient réalisé quelle arme constituait dans la bataille parlementaire et électorale la politique étrangère. Comme aujourd'hui. En un sens, c'est heureux : l'absence de vrai débat, sous couvert de consensus, ne favorisait, on l'a souvent dit, que les glissements insidieux. En réalité, l'opposition n'est pas moins inquiète des « chevaux fous » de la liberté et obnubilé par la défense européenne. Les faux pas qui ont été hélas accumulés (sur l'Allemagne, sur les Baltes, pas encore sur la Yougoslavie) montrent seulement que la diplomatie est un art difficile, tout d'application. Il ne suffit pas d'avoir raison mais de choisir le bon moment. La seule diplomatie qui vaille dans une conjoncture aussi fluctuante est celle qui saisit au bond les occasions quand elles se présentent, suivant l'exemple de celle de Jean-Paul II. Ce dernier peut se permettre une telle souplesse parce qu'il sait où il va. Nous donnons trop souvent l'impression contraire parce que nous sommes encore gênés, quels que soient nos agissements successifs, au centre, comme à droite et à gauche, par des restes d'idéologies,



La revanche de Metternich ?

socialisme, Etats-Unis d'Europe, le souci de ne pas désespérer Billancourt, Ouagadougou ou Strasbourg.

L'intuition pour autant n'est pas moins juste d'une distinction entre la lettre et l'esprit, entre la lutte systématique contre tous les mouvements populaires et nationaux et le souci d'un équilibre supra-national européen, entre Alexandre II et Nicolas Ier d'une part, Metternich de l'autre. Le choix n'est pas entre la Russie et la Révolution, comme il le redevient aujourd'hui, entre le centre et les républiques, entre l'ordre et la liberté, mais bel et bien entre la conservation et la guerre. Entre ces deux maux, comment prendre la tête du mouvement quand on incarne les valeurs d'équilibre ? Telle est la vraie difficulté et la source de l'impopularité.

Que l'on veuille bien se rappeler qu'en 1845-1855, l'armée française alliée aux Anglais assiégea un an

Sébastopol en Crimée. On tenta d'y revenir en 1915, puis en 1918 et en 1920, avant qu'en Crimée toujours l'histoire ne se fige à Yalta et que l'incroyable optimiste qu'était Krouchtchev ne la rouvre sans le savoir en attribuant d'un trait de plume la Crimée à l'Ukraine. On reparlera de la Crimée, peut-être même reverra-t-on un corps expéditionnaire franco-anglais, sous un nom et un drapeau ou un autre, dans cette contrée. Pourquoi ? En vertu des mêmes principes qu'au siècle dernier : « le système des grandes agglomérations » qu'on appelle aujourd'hui « la théorie des ensembles ». Hier, Allemagne, Italie, Roumanie, déjà Yougoslavie ; aujourd'hui, l'imagination va bon train de cercles concentriques en losanges et autres parallélogrammes, de la grande Pologne qui va de la Scandinavie à l'Ukraine (et la Crimée en souvenir des Varègues ?) à l'Autriche-Hongrie. Tout aussi historiques et responsables que soient ces confabulations, elles restent dans le domaine de l'idéal et de la géographie. Et surtout pas un seul instant, on ne se demande où est dans toute cela l'intérêt de la France et du peuple français ?

La géographie vient quand l'histoire s'arrête. Alors, en 1919 et en 1945, on se répartit les morceaux. Aujourd'hui, nous en sortons pour rentrer dans l'histoire. Contrairement à la géographie, l'histoire est fluide et se modifie. A nous d'agir sur elle au lieu de se laisser agir par elle, c'est-à-dire par les autres. A nous de l'orienter dans le bon sens, à supposer qu'on le connaisse, et d'abord d'une idée simple : ramener en France le centre de gravité de l'Europe. A partir de là, les orientations et les moyens s'enchaîneront d'eux-mêmes.

Yves LA MARCK

(1) Mitterrand-Metternich, Paul Fabra, Le Monde, 3 juillet 1991. A contrario, Si Metternich vivait, de François Fejtő au Monde le 16 novembre 1989.



Sommaire du N° 25

DOSSIER

« Qu'est-ce que la France ? »

- Editorial
- État d'âme par Yves La Marck
- Le lieu français : Figure ? Etre ? par Martin Hybler
- De l'exil au royaume par Luc de Goustine
- La France ou l'esprit du droit par Patrick Louis
- De la France par Axel Tisserand
- Éloge de l'anti-France par Pierre-Paul Zilio
- Elle vit ! par Bertrand Renouvin
- La France, le France et les toits par Rémy Talbot

MAGAZINE

- De Gaulle et Saint Bernard par Jacques Berlioz
- Abîmes roumains par Guillaume Kopp
- Revue des revues : Télévision et déontologie par B. La Richardais
- Revues reçues

BULLETIN DE COMMANDE OU D'ABONNEMENT

Nom/Prénom :

Adresse :

☐ commande le numéro 25 de "Cité" et verse 35 F.

☐ s'abonne à "Cité" pour un an (4 numéros) et verse 125 F.

Règlements à l'ordre de "Cité" CCP Paris 23 982 63 N

Terminée la Révolution ?

L'actualité va toujours bon train mais, depuis deux ans, les événements sont considérables. Comment en prendre sinon une juste mesure du moins une première approximation alors que les gens de médias - qu'il faut de plus en plus distinguer des journalistes - nous ont habitués aux analyses instantanées qui consistent, paradoxalement, à graver dans le marbre l'événement secondaire ou fugitif, voire fabriqué, tout autant que celui qui marquera l'époque. Que de journées « historiques » pour l'Europe dont nous avons perdu le souvenir, que de « bouleversements » des moeurs qui nous paraissent, deux ans plus tard, simplement anecdotiques ! Comprenez qui pourra.

Et quand l'histoire reprend son cours, ou en change radicalement, combien s'empressent d'en marquer la fin - sans doute pour prendre, par rapport à l'événement qu'on n'a pas prévu, une bonne longueur d'avance ... La « fin des idéologies » a été un des thèmes dominants des années quatre-vingt, mais aussi, structuralisme aidant, des années soixante. Eh oui ! Juste avant Mai 1968. Comme c'était bien vu ! La proclamation de la « fin de l'histoire » par un universitaire américain a servi de commentaire théorique à la chute du mur de Berlin. Et maintenant, l'échec du putsch moscovite et l'effondrement du parti communiste soviétique annoncent évidemment la « fin du communisme » et même la « fin de la Révolution ». Comments'y retrouver ?

Il est facile de constater que l'histoire, loin de se terminer, a pris, à l'Est de l'Europe notamment, un cours rapide, violent, tragique - qui vient malheureusement démentir les belles naïvetés entendues voici deux ans sur le « printemps des peuples » et le triomphe de la démocratie. Pas

de printemps pour les Serbes et les Croates, pas de démocratie pour les Géorgiens, et nous n'en sommes qu'au début des convulsions qui marquent de retrait ou la disparition des empires.

Mais la « fin du communisme » qui s'inscrivait joyeusement à la une d'un numéro récent du « Nouvel Observateur » et qui fit la matière de tant d'éditoriaux inspirés ? Figurez-vous, chers confrères, que le système communiste n'a pas fini de sévir : à l'appel des peuples libérés, il manque encore la Chine et quelques autres pays d'Asie qui ne sont pas dans l'actualité. Tout le monde le sait ? Tout le monde se souvient de l'écrasement sanglant du printemps de Pékin ? Imaginez cependant les sentiments que pourront éprouver les Chinois, les Vietnamiens, les Tibétains, s'ils apprennent, par hasard, que pour nous la question du système communiste est réglée.

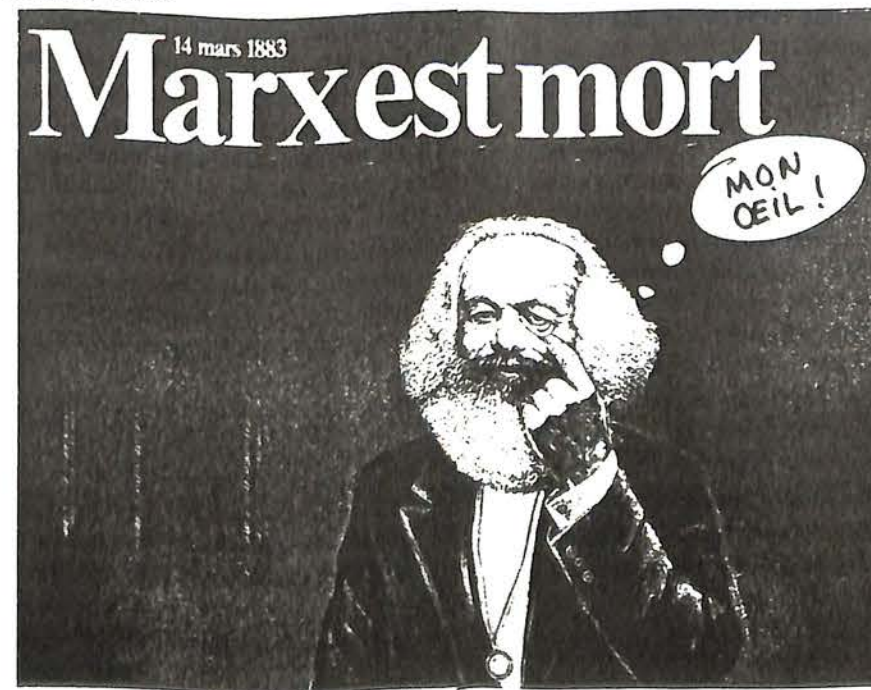
Certes, ce système est en voie de décomposition rapide, contrairement aux sombres analyses d'experts dont l'expérience ne dépasse pas les limites du Quartier latin et qui publiaient, il y a quelques années encore, qu'un peuple tombé dans le Goulag ne pouvait en réchapper. On constate aussi que les partis communistes d'Europe de l'Ouest n'en ont plus pour longtemps, du moins sous leur forme actuelle, et sous cette dénomination. La question de l'avenir de l'idée communiste, et du marxisme qui l'a partiellement définie et inspirée (n'oublions pas le communisme libertaire) est beaucoup plus complexe et on ne la résoudra pas en dénombrant les victimes du vieux Manifeste. Sous réserve d'une relecture de Marx, contentons-nous pour le moment de faire observer que :

- la disparition à terme des systèmes communistes permettra dans quelques années de considérer l'oeuvre

de Marx en tant que telle, comme une théorie parmi d'autres de la libération sociale.

- en tout état de cause, le marxisme ne saurait se réduire à la célèbre lignée Marx-Engels-Lénine-Staline et/ou Mao. Marx a aussi inspiré le socialisme allemand (Kautsky ...), autrichien (Otto Bauer ...) et bien d'autres courants que les léninistes ont marqué de divers signes infamants mais qu'il ne serait peut-être pas inutile d'examiner paisiblement.

- le socialisme français, quant à lui, n'est que très partiellement tributaire de Marx. Par trop méconnu dans ses origines (qui se souvient de Paul Brousse, de Jean Allemane ?), il n'a cessé de s'opposer victorieusement au révolutionnarisme sectaire : Jaurès l'emporte sur Jules Guesde, Blum vient de remporter une victoire posthume mais définitive sur Thorez, et François Mitterrand, au lieu d'être le Kérénsky tant redouté, a placé le parti communiste dans des contradictions mortelles.



« Il y a huit ans, les jeunes communistes rigaient encore lorsqu'on leur annonçait la mort de Marx ... »

Du moins, nous dit-on depuis une décennie, l'échec du marxisme signifie la fin des idéologies, au sens de ces « grands récits » philosophico-historiques qui mettaient les foules en mouvement et conduisaient aux camps de concentration. Succéderaient des temps politiquement plus paisibles, « ère du vide », règne du « cool » et du « soft », de la démocratie et des droits de l'homme ... Nous avons fait écho à ces analyses, en émettant de sérieux doutes. Et voici qu'on commence à s'apercevoir que la « mort de Marx » ne nous délivre ni de l'idéologie, ni du fantasme de la totalité, ni du mythe de la pure origine. Il y a une idéologie de la nature, il y a une idéologie nationaliste, il y a une idéologie du marché et la raison totalitaire, qui provient de notre désir de vérité, de notre volonté de nous rendre maître et possesseurs de l'Idée, continuera de menacer toute pensée politique.

Restent le projet révolutionnaire et l'idée même de Révolution. Celle-

ci serait désormais vide de sens ou par trop discréditée, et celui-là privé d'aliment : sans théorie révolutionnaire, pas de parti révolutionnaire ... Ce qui devrait reconforter des royalistes passablement étrillés depuis deux siècles ! Pas si simple. D'abord parce que la monarchie a accompli et accompagné nombre de révolutions décisives : autonomie du pouvoir politique face à la puissance temporelle de l'Eglise, définition de l'Etat, invention de la nation, révolution communale ... Ensuite parce que la légitimité monarchique s'inscrit mieux que d'autres formes symboliques dans le mouvement de l'histoire et dans les complexités du monde moderne, la France faisant figure d'exception par la radicalité de sa Révolution. Mais justement, nous aurions réglé le problème institutionnel qui nous déstabilisait depuis deux siècles et nous serions en train de rentrer sagement dans le rang. Quant aux pays récemment libérés du communisme, ils ne tenteront pas de sitôt une nouvelle expérience révolutionnaire.

Ces hypothèses sont tout à fait raisonnables, mais gardons-nous de tenir pour inopérante désormais la logique révolutionnaire. Il importe ici de remonter très haut dans l'histoire de notre civilisation. Sans nous livrer à une méditation religieuse, sans entrer dans un débat entre les religions, sans prétendre produire une nouvelle philosophie de l'histoire, il est permis de rappeler que :

- la dynamique de l'occident est depuis l'origine une dynamique de la liberté : par la sortie d'Egypte (1) le peuple d'Israël met l'histoire en mouvement, dans le sens d'une libération qu'il nous faut encore accomplir tant il y a de peuples qui sont en esclavage et de nouveaux Pharaons.

- la révélation chrétienne est célébration de la justice (les Béatitudes) et proclamation de l'égalité de tous les hommes devant Dieu, donc une révolution qui à son tour répudie l'esclavagisme, établit une nouvelle relation entre le pouvoir (autonome dans son ordre) et le divin (2) et confirme la liberté essentielle de l'homme.

- la Révolution française reprend, en les laïcisant, les valeurs originelles d'égalité et de liberté, tout en se posant elle-même comme fondement absolu d'un projet de régénération totale.

- les aspirations socialistes et les révolutions communistes reprennent, malgré le laïcisme, l'agnosticisme ou le matérialisme de leurs pères fondateurs, la très vieille exigence de justice formulée par les religions du Livre : que l'homme n'exploite pas l'homme.

Il est donc possible de repérer dans notre civilisation, malgré les oublis, les perversions, et les reniements que l'on sait, une logique souvent contradictoire de la liberté et de l'égalité qui



« Kropotkin fut l'apôtre du socialisme libertaire. »

scande la marche de l'histoire et lui donne une grande part de sa signification. Rien ne permet aujourd'hui de dire que cette logique, réduite à un

« la persistance du désir de Révolution ... »

justicialisme radical et dévoyée par le marxisme-léninisme, ne puisse plus être à l'oeuvre.

Un bref regard sur l'économie moderne montre en effet que ni son idéologie (le « marché »), ni sa morale (l'utilitarisme), ni ses structures (le capitalisme), ni ses finalités (la satisfaction des besoins) ne sont en mesure de répondre à l'exigence commune de justice et de liberté. L'idéologie du marché nie radicalement la justice sociale en théorie comme en pratique - il suffit d'une courte promenade dans quelques métropoles d'occident pour en être convaincu. L'utilitarisme est, dans son principe, beaucoup plus matérialiste que la théorie marxienne. La logique du Capital continue de favoriser

l'enrichissement de ceux qui sont déjà riches et la spéculation financière se fait au détriment de l'activité économique. La « satisfaction des besoins », qui néglige l'infinité du désir, peut être la marque d'une société d'esclaves et, de fait, le système d'exploitation capitaliste s'est mondialisé (travail des enfants dans le tiers monde, pays de prostitution comme la Thaïlande ...).

D'où la persistance d'un désir de révolution qui tarde à se manifester, en raison du spectre du Goulag, parce que l'intégrisme religieux occupe le terrain social dans de nombreux pays du tiers-monde, mais aussi faute d'une pensée révolutionnaire qui serait capable de rompre avec ... les traditions révolutionnaires, et de présenter le sens et les limites d'un projet qui ne saurait se passer de fondements philosophiques. Il s'agirait en effet :

- de liquider les fantasmes et les pratiques (lutte armée, terrorisme) qui inscrivent d'entrée de jeu le projet de changement dans une perspective violente.

- d'affronter la question du rapport à la vérité (jamais toute entière possédée) et de la participation aux idées (trop souvent appropriées par quelques uns).

- de situer clairement la fonction du pouvoir politique dans le processus de changement et par rapport à la société.

Qu'on ne voie pas dans ces indications fragmentaires l'esquisse d'une méthode ou l'amorce d'un programme : juste des repères qui nous permettront de mieux apprécier ce qui est proposé pour la France de l'an 2 000.

B. LA RICHARDAIS

(1) cf. Raphaël Draï, *La Sortie d'Egypte*, Fayard, 1986.
(2) cf. Claude Bruaire, *La Raison politique*, Fayard, 1964.

Les murs parlent

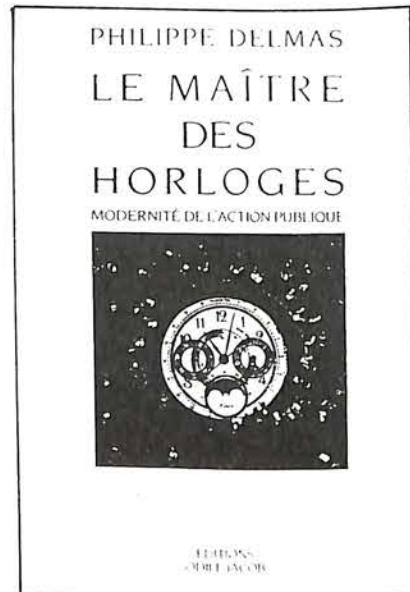
L'État, les marchés et le temps

« Le maître des horloges » de Philippe Delmas vient à point remettre à l'heure les pendules du libéralisme économique que certains croyaient en avance sur leur temps. Erreur, elles avaient pris du retard...

Depuis une dizaine d'années que la pensée néo-libérale d'inspiration anglo-saxonne faisait à l'Etat un procès pour incompétence et abus de pouvoir, il était urgent d'entendre la brillante plaidoirie qui empêcherait l'erreur judiciaire. Or, non seulement Philippe Delmas réussit à prouver l'innocence de l'accusé mais il parvient aussi, après une enquête minutieuse, à confondre les accusateurs.

Qu'on ne s'attende pas à trouver du côté de la défense une idéologie de l'Etat censée donner la réplique à l'idéologie libérale du marché. Reproduire les travers de l'accusation (oubli du réel, disparition des finalités, fermeture de la réflexion) est le piège que l'auteur a d'abord su éviter. Delmas nous convie au contraire à une visite sur le terrain, à l'exploration de ces territoires qui constituent l'humus nourricier ou s'enracinent les forces agissantes de l'économie moderne : l'entreprise, l'industrie, la haute technologie, le laboratoire de recherche. Une fois la visite terminée et après quelques excursions très instructives au Japon, en Allemagne et aux États-Unis, l'ouvrage laisse éclater à la figure de l'adversaire quelques vérités simples mais capitales qu'on peut résumer ainsi :

1) l'acteur effectif de la vie économique c'est l'entreprise. Son succès dépend d'une harmonie qui aura pu s'installer entre elle-même et son environnement. Cela signifie que l'entreprise n'est pas une monade solitaire mais le maillon d'une chaîne qui vit en totale interdépendance avec son milieu matériel et humain.



2) par conséquent une « économie » n'est pas un ensemble autonome fonctionnant selon sa propre logique interne (ex les « grands équilibres », les politiques monétaires) mais plutôt un espace ouvert sans cesse parcouru par la complexité de la société. « Ce n'est pas une « économie » qui est compétitive, c'est une nation ».

3) l'industrie reste la source première de la richesse et de la suprématie. Sa fusion avec la haute technologie pratiquée systématiquement et avec talent par les Japonais engendre une course lucrative à la qualité, à la diversité et à la complexité des produits, telle que le monde n'en a jamais connue auparavant. Le sort de cette compétition, là aussi les Japonais l'avaient compris avant les autres, se joue au stade de la production qui va concentrer maintenant l'essentiel

de l'investissement financier et humain d'une entreprise.

4) l'utilisation massive de la haute technologie tant au niveau de la conception que de la production de n'importe quel objet industriel met en évidence l'importance stratégique de la possession et de la diffusion du savoir. Ces deux conquêtes sont le résultat d'un effort collectif qui exige un soutien financier puissant et continu, une vision de l'avenir et une réserve de temps.

Or le temps, souligne Delmas, c'est l'affaire de l'Etat. Certainement pas celle des marchés préoccupés avant tout par la rentabilité la plus rapprochée possible. La légitimité de l'action publique dans le domaine économique s'inscrit dans cette fonction dispensatrice de temps. Seul l'Etat, détenteur de la permanence et de la durée, dispose du temps nécessaire pour veiller à la continuité du réseau des PME sur lequel s'appuie l'expansion des grands groupes. L'Etat possède aussi cette vision panoptique de la société qui lui permet d'anticiper les évolutions longues et de susciter des synergies derrière un projet. En période de crise, c'est encore le temps qui manque aux marchés pour assurer les transitions difficiles en matière d'emploi et de reconversion. De même, la formation et la motivation des hommes s'acquiescent dans l'indifférence à la logique du profit immédiat.

Avec « Le maître des horloges » un procès se termine, un autre commence. Le libéralisme, incapable d'intégrer le temps dans sa dialectique, porte en lui les germes de la décadence économique. L'avenir se construira sans lui et même contre lui.

François VERRAZZANE

Philippe Delmas - *Le Maître des horloges* - Ed. Odile Jacob - Prix franco 180 F.

Le cardinal de Lubac

C'est à deux articles de *Royaliste* que je dois mes premiers contacts avec le cardinal de Lubac. Le premier concernait les deux gros volumes de sa *Postérité spirituelle* de Joachim de Flore, d'une étourdissante érudition et d'une étonnante actualité. Un tel livre tenait du miracle, écrit par un octogénaire que la maladie n'avait cessé d'immobiliser depuis la grande guerre où il avait été grièvement blessé à la tête. Il est vrai que paradoxalement, c'est à cette immobilité forcée que nous devons cette oeuvre considérable nourrie d'immenses lectures. Le second article saluait le cardinalat par lequel Jean-Paul II avait voulu consacrer aux yeux du monde entier l'importance d'un théologien dont l'inspiration avait été sans cesse puisée à la Tradition la plus vivante. C'est à ce moment que je rencontrai pour la première fois celui que Jean Guilton a justement appelé le Newman français. Jusqu'à sa mort, j'aurais alors le privilège de rencontres régulières qui me laissent un souvenir ému. On me permettra d'en livrer simplement ici une impression dominante. Ce grand vieillard avait gardé toute sa jeunesse de cœur, les infirmités de l'âge de plus en plus éprouvantes n'avaient pu entamer son alacrité d'esprit. Je ne puis oublier ces dialogues où le Père de Lubac presque privé de la parole (à la suite d'un accident cérébral) parvenait à me communiquer son enthousiasme et sa passion pour tel ou tel débat. Et cela à travers tout un langage de signes brusquement traversé d'une phrase intacte. Lui qui prétendait être coupé de tout était au courant de tout et rien de l'actualité intellectuelle ne lui était étranger. Je l'entends encore - c'était avant cet accident - m'expliquer comment il aurait réécrit *Le drame de l'humanisme athée* s'il en avait encore eu la possibilité. Il montrait ainsi comment il avait intégré l'évolution contemporaine des mentalités et percé les voies nouvelles de l'incroyance à travers l'éclatement des grands systèmes qu'il avait analysés.

Cet homme, qui avait traversé le siècle et dont les compagnons d'origine se faisaient de plus en plus rares, réussissait - sans se forcer - à se faire le cadet des générations nouvelles par une attention toujours en mouvement et une faculté intacte d'émerveillement. Et pourtant l'existence s'était chargée de l'instruire, la souffrance, la persécution même n'avaient pas manqué de lui faire toucher les limites humaines. Comment oublier que le théologien qui devait donner toute sa mesure dans l'élaboration des textes majeurs de Vatican II (1) avait été des années durant un proscrit, chassé de Lyon et Paris, contraint de se réfugier quelques mois à Tunis, à la suite d'une cabale montée par quelques pourfendeurs d'une hérésie imaginaire. J'admire la façon dont il pouvait faire le récit de ses propres malheurs, blessé certes, mais ne se départissant jamais de son équité foncière et de son sens inné d'historien rigoureux.

Avant cette période étrange il y avait eu la seconde guerre mondiale où il avait mené avec quelques autres jésuites éminents - Chaillot, Fessard, de Montcheuil, Daniélou - la résistance spirituelle au nazisme. Il faut imaginer cet homme fragile aller à des rendez-vous clandestins pour transmettre des textes qui auraient dû lui valoir l'arrestation immédiate. Recherché par le gestapo, il fut d'ailleurs contraint de se cacher. Il gardait précieusement dans son bréviaire l'adieu que lui avait adressé Yves de Montcheuil avant d'être fusillé près de la gare de Grenoble pour avoir secouru les blessés du Vercors. Les textes écrits alors et les conférences prononcées notamment à l'Institut catholique de

Lyon dénoncent et démontent le racisme et l'antisémitisme hitlériens avec une lucidité sans failles. On peut les relire aujourd'hui avec le sentiment que leur auteur porte l'honneur de son Eglise : « La foi d'Abraham est déjà notre foi. En ses préceptes fondamentaux la loi de Moïse est encore notre loi. Les grands hommes d'Israël sont véritablement des Pères. Les Prophètes nous secouent encore aujourd'hui des grandes leçons que Dieu les charge de donner à un peuple. Ils nous consolent dans notre détresse et réveillent en nous l'espérance... » (*Théologie dans l'histoire II. Questions disputées et résistance au nazisme*. Desclée de Brouwer).

Le père de Lubac a mené sa résistance sur son front spécifique qui est religieux. Jamais il ne se départira de l'esprit qui le caractérise et exclue toute hargne partisane. Les excès de l'épuration lui font horreur et c'est au pardon qu'il appelle entre eux les chrétiens. Ce n'est évidemment pas un intellectuel de sa trempe qui se laissera fasciner par l'idéologie montante de l'après-guerre. Là-dessus, il est bien d'accord avec son ami Gaston Fessard. Avec le nazisme, la France a failli perdre son âme. Avec le communisme, elle risque de perdre sa liberté. L'érudit et le chercheur qui embrassent la patristique, le Moyen Âge, la Renaissance, l'Age Moderne (que l'on relise ses ouvrages sur *Origène*, *l'exégèse médiévale*, *Plc de la Mirandole*, les chapitres de son *Joachim de Flore* sur les XVIIIème et XIXème siècles) possèdent le sens le plus aigu de la modernité dont il a perçu les défis majeurs.

Il n'est guère possible d'évoquer en quelques mots une oeuvre aussi riche, dont il disait modestement que seule l'occasion avait tracé la trajectoire. En effet, nul projet d'ensemble n'en commande la composition, même si des travaux de longue haleine expliquent sa rigueur et son unité de vue. S'il fallait la définir par une idée directrice, je pense qu'il faudrait reprendre toute sa recherche théologique sur le surnaturel qui nous montre la grandeur de la vocation humaine dont le propre est d'être ouverte par la destination même de l'esprit à la filiation divine. Cette « idée » il ne la tenait pas de lui-même mais de sa fréquentation ininterrompue de la grande Tradition ecclésiastique. « Rien n'est de moi dans mon oeuvre », avait-il coutume de dire. Et c'était vrai en grande partie, tellement son génie propre tenait en la perception des continuités fondamentales dont il était l'interprète. Peu de penseurs ont si bien illustré ce que Péguy avait dit de la véritable tradition qui est toujours la plus profonde. Aussi bien attribuait-il ses difficultés de l'après-guerre à une erreur grave de perception. Certains thomistes prenant pour continuité ce qui était rupture des commentateurs par rapport à l'enseignement le plus clair de saint Thomas d'Aquin.

Les peuples ne savent pas toujours quels grands hommes honorent le mieux leur histoire. L'autre jour à Notre-Dame, le cœur serré, j'avais la certitude que si l'Eglise bénissait un beau et fidèle serviteur, notre pays pouvait aussi honorer l'un des meilleurs de ses fils. On n'a pas souvent l'occasion d'approcher de telles personnalités qui haussent l'humanité et vous donnent la perception d'une destinée infinie. Le Père de Lubac qui n'a pas voulu de dernier hommage à ses obsèques n'aurait pas admis ces louanges. Seule lui suffisait la certitude de l'éternelle nouveauté de Dieu.

Gérard LECLERC

(1) Henri de Lubac, *Entretien autour de Vatican II*, France-Catholique-Cerf, 1985, 144 p., 85 F franco.

Gérard Leclerc.



Que le titre de l'ouvrage ne fasse pas illusion : « La propagande par l'affiche » (1) n'est pas un traité théorique ni un manuel pour militants - encore que ces derniers puissent y trouver matière à réfléchir sur la rapide obsolescence de leurs oeuvres.

Mais avant de lire il faut regarder, page après page, ce beau livre aux reproductions soignées. Si les proclamations révolutionnaires sont bien connues, on découvrira avec amusement la « une » (sur fond bleu roi) de « L'Union monarchique », journal quotidien de 1847, et « La République » fondée le 24 février 1848 - mais non moins naïve dans son dessin. Sans parti pris idéologique, il est permis d'apprécier les affiches anarchistes de Grandjouan et celles du parti communiste qui a montré, du moins sur les murs, qu'il pouvait être plus moderne et plus séduisant que ses concurrents. Mais la qualité d'une affiche n'a jamais sauvé un parti ni un candidat, sinon Jacques Chirac serait aujourd'hui président de la République. Surprise, aussi, de (re) découvrir les affiches ringardes de Jean Lecanuet en 1965 (alors que sa campagne était conçue selon les méthodes américaines) et de revoir le visage massif de François Mitterrand sur la célèbre affiche de 1981. Comme nous avons changé !

De droite comme de gauche, les affiches de ces dernières années gagnent en qualité ce qu'elles perdent en force et en passion. Voici la période normalisée de la « communication », la confusion croissante entre la propagande politique et la publicité. Vivement le retour de l'affiche militante...

Y.L.

(1) Laurent Gervereau - « La propagande par l'affiche » - Ed. Syros alternatives, Prix franco 290 F.

Moïshe Opianski, héros

Pour tirer de tant de péripéties tragiques et de destins tourmentés un aussi formidable hymne à la vie, fallait-il être juif ?

Je ne sais si l'humour est la politesse du désespoir, mais de la tragédie que fut l'existence des juifs européens en ce siècle, Adam Pianko fait une formidable saga que l'ironie ne quitte jamais.

Le titre donne le ton du livre, même si les jeux de mots y sont plutôt rares. *La mélodie d'Alzheimer* se déroule comme une formidable aventure où l'esprit juif, toujours si subtil et si profond, s'en donne à cœur joie. Remarquablement servi par une écriture limpide, sans jamais la moindre ostentation, le livre se lit d'une traite. Au fil de cette lecture, je ne pouvais m'empêcher de penser au regretté Jacques Silberfeld (Michel Chestien pour les anciens lecteurs de l'hebdomadaire royaliste des années 60, *La Nation Française*). Déjà malade, il m'avait reçu dans son petit appartement au pied de l'Odéon et les heures de cet après-midi avaient couru bien vite, comme si le temps s'évanouissait devant les traits d'esprit de son intelligence amusée. Qu'on me pardonne cet aparté qui ne se veut rien d'autre qu'un hommage à un homme et à une forme d'esprit.

Le roman d'Adam Pianko - mais nous savons que c'est aussi la très réelle chronique de sa famille - aurait pu être un récit larmoyant. Tous les ingrédients étaient réunis : le quartier juif de Varsovie, l'invasion allemande, les êtres chers qui disparaissent, la fuite et la déportation en Union soviétique, la fuite encore jusqu'en Iran, la campagne d'Italie dans les reliquats d'une armée polonaise recomposée. Que de tragédies, ponctuées par la peur et l'angoisse, avant que d'installer une entreprise prospère au cœur même de Paris. Mais de tout cela, Adam Pianko fait une toile de fond aux couleurs subtiles et presque joyeuses, un décor qui a son importance mais qui n'est quand

même que le cadre obligé de la grande affaire de ce livre : l'amour passionné de Moïshe Opianski, issu d'une famille modeste et quelque peu sceptique, et de Marysia Alzenheimer, issue d'une famille riche et ultrareligieuse. Les tragédies, alors, ne sont plus que les péripéties de cet amour. Et comme un amour vrai ne peut être qu'élégant et joyeux, regardons le pire de son côté cocasse.

Pour que cet amour vive, il faut que les héros vivent. Toutes les difficultés doivent être surmontées, et elles le seront toutes avec ingéniosité et désinvolture, avec cette débrouillardise qui caractérise les peuples qui ont une mémoire riche mais pas de nostalgie. Les Opianski sont des marchands, c'est donc leur génie du marchandage qu'ils mobilisent. Le commerce devient ici un art de vivre qui garantit la survie.

Quelques exemples. C'est en voulant communiquer avec sa bien aimée restée du mauvais côté des lignes allemandes que notre héros installe une prospère agence de coursiers. C'est en voulant fuir l'Union soviétique que sa famille acquiert, contre quelques grammes de tabac, un wagon qui se transformera bientôt en commerce palliant les absurdités du système. C'est pour ne pas rester les assistés des Britanniques que le héros et son père deviendront les très habiles fournisseurs juifs polonais du bazar aux tissus de Téhéran.

Parlant de la vie, Pascal disait à peu près : « Quelque belle que soit la comédie, la fin en est toujours tragique ». Avec Adam Pianko, quelque tragique que soit la vie, elle reste une comédie, une comédie qu'il nous invite à vivre pleinement. Quant à la fin...

Patrick PIERRAN

Adam Pianko - *La Mélodie d'Alzheimer* - Ed. François Bourin - 181 p. - Prix franco 98 F.

La fin d'un tabou

Où l'on parle, enfin librement, de la guerre d'Algérie mais aussi, en creux, de la société française des années 50-60.

Souvent le reproche fut fait. Dix, puis vingt, puis presque trente ans après la signature des accords d'Evian en 1961, et le silence complet sur ce que l'on appelait alors pudiquement les « événements » d'Algérie demeurerait de mise à la télévision et au cinéma. Dès qu'un réalisateur de films osait aborder le problème, dès qu'une série télé traitait le sujet, cela déchaînait les passions. Il fallait se justifier, prendre d'innombrables précautions pour ne pas avoir l'impression de relancer les hostilités. Quant aux reportages, ils étaient quasiment bannis.

Vinrent les émeutes de 1988. De nouveau on pouvait parler de l'Algérie, sans honte. Les médias s'emparaient du sujet. Benjamin Stora, historien de l'Algérie, profita de l'occasion pour monter, avec l'aide de Philippe Alfonsi, « les années algériennes », série de quatre émissions diffusées tous les lundis, sur Antenne 2 à partir du 23 septembre. Un véritable travail d'investigation fut fait. De l'aveu même de Stora, 120 personnes ont été interrogées, 250 heures de rush ont été éliminées au montage. Au moins un représentant de presque toutes les parties prenantes du conflit a été interviewé. Le tout, entrecoupé d'images d'archives et de commentaires d'époque.

Le pire était à craindre. En effet, que pouvaient, par exemple, avoir à dire de neuf les colons français, les membres du FLN ou encore les soldats du contingent, que l'on n'avait déjà entendu, par ailleurs. Cela risquait de placer la barre bien bas. Il n'en est, heureusement, rien. Le résultat est surprenant. L'objectif affi-

ché par Stora n'est pas de prendre parti pour les uns ou les autres mais de remettre en perspective, l'ensemble des événements et de poser dessus le regard de l'historien. Il en ressort une assez bonne photographie des mentalités de la société française de l'époque.

Après avoir entendu et analysé tous ces témoignages, une conclusion semble s'imposer. Compte tenu de l'intransigeance qui existait de part et d'autre, il était impossible d'évoluer vers une solution qui prenne en compte les souhaits de chacun. Les membres du FLN étaient trop méprisants pour que le dialogue s'instaure. Les dérapages, la torture, les attentats, ont fait le reste. Les seuls liens qui unissaient les uns aux autres étaient des liens de subordination. Ce qui fait qu'aujourd'hui encore, certains témoignages sont chargés de haine. Seuls les juifs séfarades installés en Algérie sans doute depuis la destruction du temple de Jérusalem (comme la famille de Stora) ou, depuis au moins la fuite d'Espagne au moment de l'Inquisition au XVI^{ème} siècle, devenus français parce qu'ils ne pouvaient faire autrement, avaient su communiquer avec la population musulmane et, dans une certaine mesure, s'intégrer. Les retrouvailles entre deux familles, l'une juive, l'autre musulmane, sont en tous cas parmi les moments les plus forts du film de Stora et Alfonsi qui constitue un document sociologique d'une rare qualité comme on aimerait en voir plus souvent à la télévision.

Nicolas PALUMBO

Intrigué par la N.A.R. ?

Profitez de notre "offre spéciale" (voir page 11)

Revue trimestrielle d'études et de débats de la N.A.R.

Parmi les publications de la Nouvelle Action Royaliste, le « Lys Rouge » occupe une place à part. Cette revue n'exprime en effet aucun point de vue officiel et se veut un lieu de libre débat. Les sujets abordés sont variés et parfois pittoresques, toutefois les documents et les débats sur le passé et l'avenir du royalisme dominent. Le « Lys Rouge », bien que marginal, s'affirme ainsi comme un instrument essentiel à la compréhension du royalisme d'aujourd'hui.

Revue trimestrielle

Europe de l'Est



Les Politiques face à quatre siècles d'histoire (suite et fin)

SOMMAIRE DU NUMÉRO 43

Europe de l'Est : le retour de l'Histoire

- Editorial : Des rois à l'Est ?
- Entretien avec Alexandre de Yougoslavie
- Bulgarie royaliste (revue de presse)
- Russie : le culte du tsar (revue de presse)

INSTITUTIONS

- Les politiques : Leur combat face à quatre siècles d'histoire (3^{ème} partie)

Bulletin de commande ou d'abonnement à retourner à "Royaliste"

NOM/Prénom :

Adresse :

☐ commande le numéro 43 du Lys Rouge (25 F franco).

☐ s'abonne au Lys Rouge pour 4 numéros (80 F) à partir du n° 43.

Règlement à l'ordre de "Royaliste"

Reprise des « Mercredis de la N.A.R. »

MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^{ème} étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 24 F).

● **Mercredi 9 octobre - REPRISE DES RÉUNIONS.** Conférence-débat avec **Bertrand RENOUVIN** : « L'avenir de la Révolution ». L'effondrement du système communiste pose une question qui commence à être débattue : assistons-nous à l'échec d'une théorie et d'une pratique révolutionnaire ou plus généralement à la fin du cycle des révolutions ? L'enjeu n'est pas seulement spéculatif mais directement politique.

● **Mercredi 16 octobre - Normalien,** professeur de philosophie, **Philippe NEMO** baigne depuis longtemps dans le monde universitaire qu'il connaît parfaitement. Son dernier livre-pamphlet « Pourquoi ont-ils tué Jules Ferry ? » est une critique sévère des structures de l'Éducation nationale, du rôle de l'État et de l'omnipotence des syndicats d'enseignants. Un débat d'actualité en cette période de rentrée...

● **Mercredi 23 octobre - Les Balkans :** la poudrière de l'Europe, disait-on jadis. L'actualité nous laisse craindre que cela ne soit, à nouveau, vrai. Nous avons demandé à **Georges CASTELLAN** de venir nous présen-

ter sa nouvelle « Histoire des Balkans » dans laquelle il s'attache à retracer l'histoire complexe de ces peuples depuis la conquête de Constantinople par les Turcs. Un éclairage historique indispensable pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui. Georges Castellan est professeur d'Université, spécialisé sur l'Europe centrale et balkanique.

● **Mercredi 30 octobre -** Pas de réunion en raison des vacances scolaires.

● **Mercredi 6 novembre - Héros de la Résistance et de la Libération,** ministre sous Pompidou, gaulliste de gauche, **Léo HAMON** a mené sa vie avec la rectitude et le courage d'un patriote exemplaire. Dans les années 50, parlementaire il joua un rôle primordial pour faire abroger la « loi d'exil » qui frappait la Famille de France. Il nous a cette occasion des liens chaleureux avec le comte de Paris. C'est l'histoire de cette vie qu'il vient d'écrire dans son livre de souvenirs « Vivre ses choix ».

OFFRE SPÉCIALE AUX NOUVEAUX LECTEURS

Si ce journal vous a intéressé, vous pouvez bénéficier de notre offre exceptionnelle **sans engagement de votre part**. Pour 100 F seulement (au lieu de 239 F) vous pouvez recevoir : un abonnement d'essai de trois mois, un livre présentant la vie et les idées du comte de Paris, un livre de B. Renouvin présentant les idées de la N.A.R., une brochure « Connaissez-vous les royalistes aujourd'hui ? » et une documentation complète sur la NAR et ses publications.

Nom/Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

désire bénéficier **sans engagement de ma part** de l'offre exceptionnelle et verse pour cela la somme de 100 F. Bulletin à retourner accompagné du règlement à :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Au nouveau lecteur

Afin de nous mieux connaître nous vous proposons de profiter d'une offre exceptionnelle, qui sans aucun engagement de votre part, vous permettra de vous informer plus complètement.

● Nous vous offrons :

➤ un abonnement de trois mois à « Royaliste »,

➤ une brochure « Connaissez-vous les royalistes d'aujourd'hui ? »,

➤ Un livre présentant la vie et les idées du comte de Paris,

➤ un livre de Bertrand Renouvin : « La République au roi dormant », synthèse sur l'histoire du royalisme, sa place dans la société d'aujourd'hui, ses perspectives d'avenir,

➤ une documentation complète sur la N.A.R., ses activités, ses publications.

Le tout, qui représente une valeur de 239 F, vous est proposé pour 90 F seulement. Vous trouverez ci-dessous le bulletin-réponse qui vous permettra de bénéficier de cette offre exceptionnelle.

La peur, la haine, l'espoir

Savez-vous où j'ai le mieux goûté la paix ? Certain soir à Vukovar en regardant couler le Danube, mêlé à la foule yougoslave venue boire, bavarder et rire au son de la musique tzigane, et dans ces matins lumineux de Zadar... Mon sentiment était d'autant plus vif que je savais cette paix fragile, déjà menacée par l'effondrement lent du pouvoir fédéral.

Hélas. Devant les images d'un peuple à nouveau meurtri et de villes à nouveau mutilées, je songe à ces mots de Bernanos que je me répétais lors de mes promenades yougoslaves : « On ne massacre jamais que par peur, la haine n'est qu'un alibi ». Entre Serbes et Croates, la violence est née de cette peur de l'autre (du même...) que plus personne n'était en mesure d'apaiser, et que certains dirigeants politiques ont délibérément attisée. Simple répétition des vieilles tragédies balkaniques ? Non pas. Ce que dit Bernanos à propos de la guerre civile espagnole vaut pour toute société, la nôtre comprise. Nous ne sommes pas à l'abri de la violence sociale (les émeutes des banlieues l'ont amplement montré), ni de la violence politique (l'illusion consensuelle est en train de se dissiper), ni de la violence entre ethnies supposées.

MENSONGES

On ne massacre jamais que par peur... Dans sa profonde justesse, l'observation pourrait tenir lieu de commentaire aux déclarations de V. Giscard d'Estaing sur la menace d'une « invasion » de populations étrangères, et d'avertissement à ceux qui seraient tentés de le suivre sur cette pente démagogique, où J.-M. Le Pen aura toujours quelques longueurs d'avance. Mais puisque la répétition de faits avérés est en ce domaine un devoir civique, il me faut relever quelques uns des mensonges, des outrances et des inconséquences qui font de l'article de l'ancien président de la République une monumentale et

dangereuse imposture :

- on ne peut parler d'« invasion » alors que la proportion des résidents étrangers dans notre pays est manifestement stable.

- on ne peut récuser les statistiques, dénombrement relativement simple et exact, et faire fond sur des sondages qui n'ont aucun caractère scientifique.



- on ne peut réclamer le retour à la tradition française du droit du sang, alors que la tradition constante de notre pays, tant monarchique que républicaine, est principalement celle du droit du sol - ce que M. Giscard d'Estaing reconnaît confusément au début de son article.

- a fortiori, on ne peut prétendre s'inscrire dans notre tradition nationale et faire référence à la conception allemande du code de la nationalité qui est son exact opposé puisque le droit allemand est fondé sur un critère ethnique.

Ceci pour le fond. Quant à la tactique giscardienne, qui consiste à récupérer les mots et les thèmes lepénistes (« invasion » immigrée, démocratie d'opinion, conception ethnique de la nation), elle est d'une bêtise confondante et d'une inefficacité répertoriée puisque les électeurs n'ont aucune raison de préférer la copie au modèle, comme le répète M. Le Pen avec un cruel bon sens. S'ajoute à ce mélange de cynisme et de bêtise une pointe de lâcheté puisque M. Giscard d'Estaing, sans doute inquiet de l'indi-

gnation qu'il a provoquée dans son propre camp, a affirmé qu'il n'avait rien dit d'extraordinaire. En effet : l'assassin qui vient de poignarder peut assurer qu'il n'a fait qu'un grand mouvement du bras, au bout duquel se trouvait un simple ustensile de cuisine...

RÉACTION

On ne massacre jamais que par peur... Souvenons-nous. Ceux qui, quels que soient leurs titres et leurs fonctions, créeront et entretiendront un climat de méfiance et de peur dans notre pays porteront leur part de responsabilité dans le déclenchement du cycle de la violence. Qu'ils sachent que les Français en seront tout autant victimes que les étrangers, dès lors que le critère de l'appartenance à la nation sera la couleur de la peau ou tel trait du visage.

Ces craintes devaient être soulignées. Mais nous ne saurions sous-estimer les raisons d'espérer le maintien de la paix et de l'unité de notre pays. La France n'est pas, comme la malheureuse Yougoslavie, un assemblage récent de nationalités aux différences prononcées, mais une nation millénaire, rassemblée autour d'un État de droit, qui a su créer un modèle d'intégration sociale dont elle peut être fière. La démagogie giscardienne a provoqué, à droite, une réaction salutaire que F. Léotard a su exprimer avec force et conviction. À gauche comme à droite, cette réaction s'est faite au nom de l'ensemble de la tradition française, le rôle de la monarchie capétienne dans notre conception de la nationalité étant justement souligné. Ne pas abandonner la nation au national-populisme : c'est bien ce que nous demandons depuis des années.

Devant la montée du péril, il faut que la classe politique ait le courage d'aller plus loin : qu'elle dise que notre principal problème est celui de la pauvreté et qu'elle prenne tous les moyens de la résorber ; qu'elle reconnaisse que la démocratie est à défendre, contre la dictature des médias et des sondages ; qu'elle s'attache à une restructuration du débat public, par la qualité de ses propres débats et par la rigueur des projets. Le pire n'est pas certain si ces tâches politiques sont entreprises sans tarder.

Bertrand RENOUVIN